

pas de propositions au ministre car, à tout prendre, il a fort bien réussi à mettre en bonne voie notre ministère de l'Immigration, mais nous pouvons fort bien lui demander de quel pays il cherche à attirer des immigrants. Nous ne saurions mieux faire que de les prendre aux mêmes sources qui ont contribué à accroître la population du Canada car, jusqu'ici, nous avons bien réussi comme le démontrent les éléments qui la composent.

Je préfère m'attaquer à la racine du problème. J'exposerai avec franchise quelques-unes des objections qui se posent au sein même du pays. Je suis certain que si je demandais à chacun des députés s'ils sont en faveur de l'immigration ils me répondraient par l'affirmative. Si je posais la même question aux gens du dehors, ils me répondraient qu'ils sont évidemment en faveur de l'immigration. Or, j'en ai parlé à des chefs ouvriers dignes de confiance qui m'ont répondu que nous ne devrions pas admettre trop d'immigrants, car ils feraient baisser l'échelle des salaires. J'en ai parlé à des industriels de ma province qui verraient d'un mauvais œil l'admission d'un trop grand nombre d'industriels d'autres pays, car quelques-uns des nôtres n'aiment pas la concurrence.

Certains membres des professions libérales sont d'avis qu'il vaut mieux aller doucement à cet égard; pour leur part, songeant sans doute à la concurrence, ils ne veulent pas un trop grand nombre d'immigrants. J'ai parlé du problème à des chefs de petites entreprises. Ils m'ont dit, pour être très franc, qu'ils veulent certes des immigrants, mais pas de Juifs.

Si notre programme d'immigration doit être farci de restrictions de ce genre, il ne vaudra absolument rien. Des particuliers nous disent que nous pouvons faire venir des immigrants de Hollande à condition de ne pas les établir près d'eux, de les envoyer, mettons à Gravelbourg, en Saskatchewan. Il nous faut, je crois, élargir nos idées sur les bienfaits de l'immigration de même que sur la façon de recevoir nos immigrants. J'ai été témoin, dans ma province, du travail magnifique que certains organismes religieux accomplissent à l'égard de nos immigrants. Je crois que notre ministère pourrait améliorer sa façon de procéder. Il est bien beau d'accueillir les gens à l'arrivée du train; toutefois, nous devrions, je crois, faire en sorte de les visiter sur les fermes ou dans leurs petits établissements ou leurs foyers, six mois, neuf mois ou même un an après leur arrivée.

Quelques mots maintenant de la nouvelle ligne de conduite relative aux races orientales. Les Chinois et les Hindous seraient les premiers, je crois, dans notre province, à admettre que nous ne pouvons ouvrir les

portes toutes grandes. Nous les avons ouvertes un peu pour les Chinois. Je connais, je crois, autant de Chinois que d'autres en Colombie-Britannique. A l'occasion de chaque campagne lancée durant la guerre, pour la vente d'obligations, la Croix-Rouge, ou pour d'autres motifs, on voyait toujours un groupe terminer dès le premier jour la tâche qui lui était assignée; c'étaient les Chinois. Je me rends compte de l'objet du nouveau règlement visant ces personnes; elles comprennent, j'en suis sûr, qu'il faut restreindre le nombre d'immigrants. Il me semble toutefois que les méthodes que nous employons à Hong-Kong à leur égard laissent à désirer. A l'heure actuelle, ils n'ont aucun recours contre la décision de la commission qui les examine à cet endroit. J'ai fait savoir au ministre qu'à mon avis ce n'était pas un moyen bien sûr d'établir l'âge d'une personne à cinq années près, que de prendre une radiographie de son ossature, radiographie qu'on étudie ensuite à Ottawa.

Ce sont des choses secondaires. Ce qui importe à mes yeux c'est que nous fassions entrer certains de ces gens chez nous. J'ai appris avec joie l'autre jour que nous accueillerons chaque année 150 citoyens de l'Inde, ce grand dominion de notre commonwealth. J'étais tout jeune encore à l'époque, mais je me rappelle clairement l'incident qui s'est produit en 1913, à Vancouver, à propos du *Komagata Maru* et de certains citoyens de ce pays. Peut-être notre attitude présente servira-t-elle à réparer ce que la population et le gouvernement de l'Inde considéraient à l'époque comme un grand tort. Le choix qui s'offrira au ministre est si grand que les 150 personnes qu'il amènera chaque année au pays devront, je le prévois, compter parmi les meilleures.

On a discuté, critiqué certaines affirmations attribuées au premier ministre (M. St-Laurent) et au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson). Des gens se sont demandé si nous n'allions pas un peu loin pour éviter la guerre. J'espère que le pays sera toujours dirigé par un premier ministre qui, pour éviter la guerre, sera prêt à prendre toute mesure compatible avec l'honneur national et la sécurité. Je lisais récemment un ouvrage que Winston Churchill écrivait en 1926, intitulé *The Aftermath*. C'est un tableau des ravages causés par la première guerre, non pas la seconde. Vous vous souvenez comment il soulignait que toutes les connaissances du monde médical étaient mises à contribution surtout afin de remettre les combattants en état de retourner à la boucherie. Il y a ici des hommes qui ont con-